



LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE EN CONTEXTE COLONIAL BELGE RÉVÉLÉS PAR LA PRÉSENCE D'ENFANTS « NI NOIRS, NI BLANCS »

Assumani BUDAGWA

Auteur, co-fondateur d' 'Espérance Revivre au Congo asbl'

La 'race', et plus précisément la hiérarchie arbitraire des races, constitue aux côtés de l'administration, des missions catholiques et des milieux d'affaire, le quatrième pilier de l'édifice colonial belge.

Clé de voûte de la plupart des régimes coloniaux, mais particulièrement du régime colonial belge, la hiérarchisation raciale se structure, en effet, dès la reprise du Congo par la Belgique.

Les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux dans leur ensemble ont été marqués par cette hiérarchisation des races, faisant subir aux femmes noires une domination à la fois masculine et raciste.

Plusieurs approches permettent de questionner ces rapports sociaux de sexe dans leur rationalité et irrationalité, et je trouve judicieux de s'interroger sur ces rapports également à la lumière des conséquences subies par les enfants métissés.

PREMIERE PARTIE

LES FONDEMENTS DE LA SÉGRÉGATION DES MÉTIS DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

Les rapports sociaux de sexe et les rapports sociaux dans leur ensemble ont été marqués par cette hiérarchisation des races, faisant subir aux femmes noires une domination à la fois masculine et raciste.

Plusieurs approches permettent de questionner ces rapports sociaux de sexe dans leur rationalité et irrationalité, et je trouve judicieux de s'interroger sur ces rapports également à la lumière des conséquences subies par les enfants métissés. Durant la période coloniale belge, une barrière de couleur de fait, quoique farouchement niée, a bien existé, ajoutant au rapport de domina-

tion coloniale une couche supplémentaire qui allait cristalliser les tensions, secouer l'édifice colonial et participer à son effacement. La barrière de couleur n'a pas cloisonné tous les espaces : sociaux, privés ou publics. Des rapports « utilitaires » entre des hommes blancs et des femmes noires et entre des femmes blanches et des hommes noirs se sont établis au sein des rapports de subordination coloniale, assurant aux uns et aux autres un statut parfois intéressant ou enviable. Quelques-uns de ces rapports ont pris la forme d'unions durables ou éphémères, librement consenties ou imposées, donnant naissance à une catégorie d'individus 'ni blancs ni noirs' dont l'État colonial s'inquiétera et se préoccupera comme d'une véritable affaire d'État. Une des manières de comprendre les rapports sociaux de sexe en contexte colonial belge consiste à examiner la façon dont les enfants métis sont perçus, et la place que le pouvoir et les institutions coloniales ont voulu leur assigner, à défaut de pouvoir empêcher ou limiter leur naissance. On peut donc se

demander dans quelle mesure, le contrôle de cette question métis n'a pas été un moyen de perpétuer les rapports sociaux de genre dominants à l'époque.

Une autre approche, complémentaire à la précédente, consisterait à examiner le déni des droits des mères d'enfants métis, victimes d'une double domination (patriarcale et raciste). En les dépossédant de leurs droits, l'État colonial les relègue à leur statut de dominées, à la fois comme femmes mais également comme « négresses ». Dès lors, l'offensive frontale ou sournoise du pouvoir colonial contre le métissage et surtout contre les femmes noires s'illustrera au travers de ces deux prismes. Au cours de mes recherches sur la « question métis », je me suis retrouvé en face d'éléments ou de situations qui relèvent de l'aspect « genre », et je remercie au passage ma fille Zaïna-Lydie et mon frère Baudouin Lénelle qui m'ont fait judicieusement remarquer qu'à chaque intervention d'acteurs impliqués dans la « question métis », cette dimension du

genre est omniprésente. De ce fait, approcher les rapports de genre en situation coloniale par le biais du sort des enfants métis peut sans conteste apporter un éclairage intéressant, souvent invisibilisé et dont les conséquences s'observent toujours aujourd'hui. Ma contribution porte sur **le sort des enfants métis** (dits « mulâtres » : le terme provient de mulet, soit le croisement entre l'âne et la jument) nés de rapports entre Blancs et Noirs en contexte colonial belge, et de manière plus précise sur la ségrégation ciblée dont les Métis du Congo belge et du Ruanda-Urundi ont été l'objet de 1908 à 1960. Elle aborde aussi le déni déplorable des droits de leurs mères noires, voire la disqualification pure et simple de celles-ci, avec le souci permanent d'effacer de la mémoire de l'enfant le souvenir de sa mère.

Dans le contexte colonial belge, transgression ou pas, des échanges ont eu lieu, moins accidentels que structurels. Des hommes se sont retrouvés en présence de femmes, des femmes en présence des hommes et bien vite (ou parfois moins), les corps ont dialogué sourdement ou avec fracas, modifiant les rapports de subordination ou de soumission, en rapport conjugal ou quasi conjugal, accompagné parfois par l'apparition de nouveaux et nouvelles venu-e-s qu'il fallait dès lors prendre en considération.

LA SÉGRÉGATION DES MÉTIS DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

LA SITUATION DES MÉTIS

Les Métis nés sous la colonisation belge, sont souvent catégorisés en Métis reconnus et non reconnus. Qu'ils aient été reconnus ou non par leur géniteur blanc, ils ont tous, à une certaine époque, été l'objet d'une ségrégation ciblée pilotée par les pouvoirs publics avec l'aide efficace des missions et un consentement plus ou moins tacite de leurs géniteurs blancs et de la communauté blanche toute entière. En effet, bien que tardivement entrée dans le concert des nations colonisatrices, la Belgique a très rapidement pris conscience de l'existence du métissage qui faisait naître une nouvelle catégorie de population pour laquelle elle n'avait pas prévu de place ni même de statut. La Belgique s'est également rendue compte que loin d'être marginales ou accidentelles, les unions entre Blancs et Noires se multipliaient, et que l'arrivée des femmes blanches aux colonies n'en réduisait ni l'ampleur, ni même l'attractivité. Il faut souligner que les unions entre hommes blancs et femmes noires était

acceptées, tolérées et même encouragées pendant la période de l'État Indépendant du Congo. S'afficher avec « sa femme noire » était plutôt perçu comme le signe d'une bonne santé mentale, morale et physique (d'une « bonne intégration » comme on dirait dans les rues de Bruxelles), mais aussi d'Anvers. Toutefois, même si personne n'a reporté un scandale des seins coupés, il y a cependant bien eu des abus de femmes et même des crimes. La présence d'enfants métis, souvent abandonnés par les géniteurs blancs, constituait déjà une infraction à la moralité et au sens des responsabilités des Blancs et portait un coup au prestige moral du civilisateur dont la sexualité révélait son humanité somme toute équivalente à celle de l'homme « à civiliser ». C'est à partir du Congrès des Races qui s'est tenu à l'Université de Londres en 1911 que les puissances colonisatrices s'interrogent et se soucient du contact des races, et décident d'inscrire la question du métissage au programme des échanges au sein des congrès de l'Institut Colonial International, sollicitant les sociétés d'anthropologie pour l'éclairer sur la nature biologique, génétique, sanitaire, morale, intellectuelle et psychologique du Métis.

Dès 1911, à la demande du Comité Permanent pour la Protection des Indigènes, l'État colonial belge est invité à appliquer aux Métis deux décrets aux conséquences graves : le décret du 12 juillet 1890 qui concernait la protection des enfants abandonnés, orphelins, délaissés, trouvés dont la tutelle était déferée à l'État, et le décret du 4 mars 1892 qui autorisait les associations philanthropiques et religieuses à recueillir, dans les colonies agricoles et professionnelles qu'elles dirigeaient, les enfants indigènes dont la loi avait également confié la tutelle à l'État. L'application de ces deux décrets légalisa l'acheminement et le confinement des Métis dans des asiles philanthropiques, des orphelinats et autres lieux similaires. Dès leur plus jeune âge, - quatre ans, parfois moins -, des Métis furent arrachés à leur mère et à leur village natal par le recours à la force, aux menaces ou à la séduction, sans qu'ils ne répondent aux critères pourtant bien définis d'enfants abandonnés, délaissés, orphelins ou trouvés. Un véritable rapt fut organisé, couvert par le poids de l'État conjugué à la toute-puissance de l'Église catholique et des missions protestantes. Les fonctionnaires reçurent des instructions pour exécuter des enlèvements. Ces rapt poussèrent certaines mères à cacher leurs enfants ou à les enduire de suie pour les garder auprès d'elles. Les institutions étaient parfois éloignées de plusieurs centaines de kilomètres. À ces rapt officiels s'en ajoutaient parfois d'autres, lorsque, le père ayant reconnu son en-

fant, il le ramenait en Belgique sans se soucier de maintenir un contact avec la mère, pourtant possible à travers les missions ou l'administration, voire (confiait)-déposait lui-même son enfant à une institution avant de disparaître. Pour comprendre cette pratique qui se généralise sur toute l'étendue de la colonie et s'étendra aux territoires sous tutelle du Rwanda et du Burundi, il faut se référer à la doctrine belge sur les Métis et le métissage qui s'élabore très tôt après la reprise du Congo par la Belgique en 1908.

L'ÉBAUCHE D'UNE DOCTRINE COLONIALE BELGE CONCERNANT LES MÉTIS ET LE MÉTISSAGE

On doit à Joseph Pholien, qui deviendra plus tard premier Ministre, l'ébauche de la ligne de conduite suivie par l'État colonial belge. Dès 1913, il invite l'État à prendre la question métis à bras le corps. Son appel est sans équivoque : *« Par la nature même des choses, les Métis bénéficient des qualités et subissent les tares des deux races qu'ils représentent. Influencés par l'élément blanc, ils auront pour la race de couleur un réel mépris ; ils auront de la haine pour la race blanche, au sein de laquelle ils ne seront jamais admis sur pied d'égalité. Dès lors, dédaignant leur mère et détestant leur père, ils semblent justifier la boutade : « Dieu a fait l'homme blanc et l'homme noir, le diable a fait le Métis ».*

Sauf exception, les Métis sont donc des éléments peu moraux et dès lors, ils sont à craindre. Les Métis constituent donc un élément qui peut devenir très vite dangereux et il importe de chercher à en diminuer le nombre. Et il poursuit : *« Signalons en passant qu'il conviendrait de persuader les coloniaux, dans la mesure du possible, du respect de la race à laquelle ils appartiennent. Il faut donc reconnaître qu'aucun remède n'est assez radical pour éviter la création de Métis. Les Gouvernements ne peuvent dès lors pas les ignorer et, puisqu'ils représentent des inconvénients et des dangers, il faut chercher à atténuer ceux-ci par des mesures législatives et administratives. Mais quelle doit être la politique à adopter ? Avant tout, s'inspirer, non de principes abstraits, mais d'idées pratiques et réalistes qui soient à la fois en communion avec l'humanité et avec l'intérêt colonial. »*

Ces quelques mots résument l'ossature de la ligne suivie par la Belgique, et c'est la raison pour laquelle je considère Joseph Pholien comme l'auteur de la doctrine coloniale belge. Les éléments de son étude seront plus

ou moins repris par l'administration coloniale et se traduisent notamment par les éléments suivants : la crainte des Métis considérés comme des éléments dangereux, l'appel aux mesures pour diminuer leur nombre (et donc combattre le métissage), l'insistance au respect de la race blanche par les Blancs de la colonie, l'appel à élaborer des mesures législatives et administratives pour atténuer les conséquences du métissage, l'appel à concilier « humanité » et intérêt colonial, ... ■